



Affiché le

11 JUIL. 2025

ARRETE MUNICIPAL n°64/2025

**Arrêté de circulation et de stationnement du lundi 21 juillet au mardi 19 août 2025
Route de Bellevue**

Le Maire de la Commune de Frossay, (Loire-Atlantique),

VU Le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,

VU Le code de la Route,

VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, complété par l'arrêté du 8 avril 2022,

Considérant la demande de travaux de pose d'un tuyau sur une distance de 11m entre l'appui ENEDIS et le regard du client, de l'entreprise OPERA-TP située 5 Rue du Tertre - 44470 CARQUEFOU, en date du 8 juillet 2025,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique,

A R R E T E

Article 1 : Du lundi 21 juillet 2025 au mardi 19 août 2025 inclus, au 10 Q Route de Bellevue (VC 1) :

- La vitesse sera limitée à 30km/h
- Le dépassement sera interdit
- Un basculement de circulation sur chaussée opposée sera mis en place
- La circulation sera alternée et réglée par des piquets K10
- Le stationnement sera interdit.

Article 2 : La signalisation sera mise en place par l'entreprise OPERA-TP.

Article 3 : Les alternats ne doivent pas excéder une longueur de 500m. Tout alternat doit respecter les conditions d'utilisation de chaque type.

Article 4 : Pendant les périodes d'inactivité du chantier notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux mis en place seront déposés quand les motifs, ayant conduit à les implanter, auront disparu (présence de personnel, d'engins et d'obstacles).

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Le présent arrêté sera transmis à la Gendarmerie, à la Police Municipale et au demandeur.

Le 10 juillet 2025



Le Maire,

Sylvain SCHERER

Le présent arrêté pourra être contesté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication :

- par un recours gracieux, à adresser à l'attention de M. le Maire ;
- par un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes ;
- par la saisine de Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique en application de l'article L.2131-8 du Code général des collectivités territoriales.